

Espoirs, luttes et appel à un véritable leadership

Lors des prochaines échéances électorales, les Congolais auront à cœur de choisir un président dont l'agenda politique sera guidé par le patriotisme.

Stephanie Jänsch. Traduction par M. Pierre Tony's Likeng. L'original en anglais pour IPS est disponible [ici](#).

En République démocratique du Congo (RDC), deuxième plus vaste pays d'Afrique, des élections présidentielles, législatives, provinciales et municipales auront lieu le 20 décembre 2023 dans des conditions extrêmes.

Dans de nombreux pays à travers le monde, les élections marquent un moment où une tension palpable rime avec l'espoir d'un avenir meilleur. Dans l'est de la RDC, cet espoir est étroitement lié à l'aspiration des populations à la paix et à un avenir davantage prospère. Nonobstant les multiples efforts de paix déployés aux niveaux local, national, régional et international, la situation sécuritaire continue de se détériorer, une situation qui laisse planer d'immenses incertitudes sur les élections à venir, en raison des défis surgissant parallèlement sur plusieurs fronts.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le nombre de déplacés à l'intérieur du pays a atteint les 6,9 millions de personnes.

Tout d'abord, l'occupation persistante de certaines régions du Nord Kivu par le *Mouvement du 23-Mars* (M23) empêchera de nombreux Congolais de participer aux prochaines élections. L'offensive du M23 a commencé à la fin de l'année 2021. De manière officielle, le groupe, qui serait soutenu par le Rwanda, exige la mise en œuvre de l'accord de paix de 2013 (une version révisée de l'accord de paix initial de 2009) et prétend protéger les Tutsis congolais des violences ethniques. Pourtant, en réalité, les rebelles du M23 « laissent dans leur sillage une série croissante de crimes de guerre contre les civils ». Dans les zones qu'ils contrôlent, ils ont réussi à mettre en place une administration parallèle et à bloquer les activités de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), organe en charge de la gestion du processus électoral. Par conséquent, la tenue d'élections dans ces zones demeure incertaine. Dans un récent rapport, les chercheurs de l'International Crisis Group (ICG) préviennent que plus d'un million de citoyens ne prendront pas part aux élections.

Deuxièmement, au moment où l'attention de la communauté internationale est braquée sur la guerre en Ukraine et sur le conflit opposant Israël au Hamas, la RDC est confrontée à 'l'une des plus grandes crises de déplacement interne et humanitaire au monde'.

Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), le nombre de déplacés à l'intérieur du pays a atteint les 6,9 millions de personnes. Au Congo, le vote dans les camps de déplacés pose des problèmes. Bien que la CENI se soit engagée dans l'enregistrement des électeurs dans ces camps, de nombreuses personnes ont été déclarées exclues lors de la clôture des inscriptions en avril 2023. Pour d'autres, en particulier les femmes vivant en dehors de ces camps, il serait trop risqué de participer à ces élections. En raison de l'insécurité grandissante, de nombreuses femmes pourraient ne pas être en mesure de voter en toute sécurité, notamment si les bureaux de vote sont éloignés de leur domicile relativement sécurisé.

Une montée de la répression et des violences politiques

Troisièmement, les tensions politiques et la répression se sont accrues dans la période récente. En juillet 2023, l'assassinat de Chérubin Okende, porte-parole du parti de l'opposition *Ensemble pour la République*, a mis la population nationale en état de choc. Alors que le président Félix Tshisekedi a promis qu'un tel crime ne restera pas impuni, Moïse Katumbi, candidat du parti, évoque un assassinat politique ciblé et symptomatique d'un climat d'oppression grandissant en RDC.

Quelques semaines plus tard, l'arrestation de Stanis Bujakera a provoqué une indignation en RDC et bien au-delà. Le journaliste qui travaillait comme correspondant de *Jeune Afrique* a été interpellé à l'aéroport de Kinshasa en septembre 2023, accusé d'avoir diffusé des informations erronées sur le meurtre d'Okende dans un article dont il n'est même pas l'auteur. Malgré des campagnes de mobilisation organisées en RCD et soutenues par des organisations internationales telles que Reporters sans frontières et des voix éminentes comme Samantha Power et Achille Mbembe, Stanis reste incarcéré. Cela dit, de nombreux Congolais sont péniblement conscients qu'il ne soit pas le seul. Dans un rapport, l'organisation *Journaliste en Danger* déplore plus de 500 atteintes à la liberté de la presse depuis la prise du pouvoir par Tshisekedi en 2019. Au moins cinq journalistes ont été tués.

Même s'il est clair qu'un tel bilan limite les espoirs d'une élection démocratique et pacifique, un nombre croissant de jeunes continuent d'exprimer des revendications politiques. Des organisations telles que *La Ligue des Électeurs* ont contribué à une plus grande sensibilisation aux droits démocratiques inscrits dans la constitution congolaise pour chaque citoyen. En outre, une initiative baptisée «*Ma voix n'est pas à vendre*» a récemment été mise sur pied par une alliance d'acteurs de la société civile et des mouvements de jeunesse pour «promouvoir une citoyenneté responsable». Dans le même temps, cette forme d'initiative et d'activisme politique est devenue de plus en plus dangereuse. Il en est surtout ainsi des régions placées sous «*État de siège*», une forme de loi martiale en

vigueur dans le Nord-Kivu et en Ituri. Dans ces zones, les militaires contrôlent des fonctions civiles et l'administration locale depuis 2021. Les élites militaires ont abusé de leurs nouveaux pouvoirs pour restreindre les libertés civiles, en limitant la liberté d'expression et en recourant à force létale pour réprimer les personnes organisant des manifestations.

Ont également été ciblés, les citoyens dénonçant les obstacles qui entravent processus électoral. En août 2023, 12 militants du collectif de jeunes LUCHA ont organisé une manifestation spontanée, condamnant la distribution de cartes d'inscription illisibles. Lorsqu'ils reçoivent des cartes de vote inadaptées, de nombreux électeurs en zone rurale doivent souvent parcourir de longues distances pour en demander de nouvelles. Cependant, vu la présence de groupes violents tels que les Forces démocratiques alliées (ADF) et d'autres groupes présents dans les régions citées, un tel déplacement peut mettre leur vie péril. Si, dans un premier temps, les manifestants ayant attiré l'attention sur ces problèmes ont été arrêtés, la CENI a pris en compte leurs dénonciations et annoncé des mesures. En outre, le président Tshisekedi a reconnu les défaillances manifestes de l'*État de siège*' et opté pour la mise en œuvre d'un «dispositif transitoire graduel au terme duquel cette situation exceptionnelle devra connaître sa fin».

Le silence de la communauté internationale

Malgré ces défis, les solutions proposées par la communauté internationale se sont, jusqu'ici, avérées plutôt fragiles. Le dernier rapport de l'ICG indique que, dans l'ensemble, «les partenaires régionaux et internationaux de la RDC sont restés relativement silencieux face aux défauts du processus électoral en cours». Selon le rapport, les partenaires internationaux, en l'occurrence l'Union européenne, pourraient davantage s'impliquer en accompagnant la CENI dans l'adaptation des mesures de transparence ou en proposant une assistance aux observateurs électoraux nationaux. Compte tenu des expériences tragiques vécues par le passé, un bon nombre de citoyens congolais craignent que «la longue tradition d'élections volées en RDC se perpétue en 2023». Pourtant, même si des organisations comme l'UE apportent un soutien financier à la RDC pour lutter contre la crise humanitaire en cours, de nombreux Congolais se sentent abandonnés par la communauté internationale dans son ensemble. Bienvenue Matumo, militant de la LUCHA, a récemment dénoncé le fait que les élites économiques et politiques chinoises, américaines et européennes considèrent avant tout la RDC, pays riche en minerais, comme une zone d'exploitation. Ce dernier déplore le fait que ces acteurs, bien qu'actifs en RDC, poursuivent avant tout leurs intérêts économiques sans se soucier des autres questions: «...et dans une zone d'exploitation, on se fiche de ce qui peut s'y passer».

Pendant mon séjour en RDC, j'ai entendu à plusieurs reprises les Congolais souhaiter un dirigeant qui aime véritablement le Congo.

En regardant vers l'intérieur, l'annonce de la candidature du Dr Denis Mukwege à cette présidentielle offre une lueur d'espoir à certains Congolais. Le fait que le prix Nobel de la paix 2018 n'ait pas été impliqué dans l'arène politique formelle, mais qu'il ait démontré son combat pour le peuple congolais à travers son travail dans le domaine médical, fait de lui une figure d'espoir pour beaucoup. Pourtant, il n'est pas non plus exempt de critiques: certains le considèrent comme trop étroitement allié aux puissances occidentales, et d'autres y voient même «une hyène emmitouflée dans une peau d'agneau». Pendant mon séjour en RDC, j'ai entendu à plusieurs reprises les Congolais souhaiter un dirigeant qui aime véritablement le Congo, et qui soit prêt à transformer ce patriotisme en agenda politique au service du peuple. Il n'appartient certainement pas à un observateur externe de juger lequel des candidats correspond le mieux à cette description, mais mon espoir est que les Congolais désignent le dirigeant qu'ils méritent.